
Ghana : un essor dans un climat favorable aux affaires

*Richard Gerster**

Fondé en 2001, « BusyInternet » qui emploie aujourd'hui 85 collaborateurs et collaboratrices, est le plus grand centre d'informatique privé du continent africain. Au moment de notre visite, des dizaines de places sont occupées au café Internet d'Accra très en vogue. Au service d'impression, il y a une petite file d'attente. Des personnes jeunes et moins jeunes vont et viennent, très affairées. Visiblement, le café Internet qui est associé à toute une palette de prestations telles que photocopie, location de bureaux et de salles de conférence temporaires ou conseils à de jeunes entreprises est une idée couronnée de succès. Madame Estelle Akofio Sowah, P.D.G. de BusyInternet, apprécie les changements positifs de ces dernières années. La communication avec le gouvernement se serait elle aussi beaucoup améliorée. Mais elle ne fait pas non plus mystère de ses problèmes : « Des choses élémentaires comme l'approvisionnement en courant, l'eau pour les toilettes ou les questions de sécurité font partie des défis que nous devons relever au quotidien. »

Le climat des affaires n'a jamais été aussi bon qu'aujourd'hui

D'après l'évaluation de l'aide budgétaire effectuée par une communauté de recherche mixte britannique et ghanéenne, les représentants du secteur privé seraient unanimes à dire que le climat des affaires n'a jamais été aussi bon qu'aujourd'hui au cours des 50 années qui ont suivi l'indépendance. Les chefs d'entreprises et les investisseurs ghanéens (voir l'interview d'Elsie Enninful Adu) sont d'accord sur ce point avec les entreprises internationales. Michel Martinez, chef des finances de Nestlé au Ghana s'exprime en ces termes : « La population du Nigéria qui compte 140 millions d'habitants est sept fois plus importante que celle du Ghana. Pourtant, la succursale de Nestlé au Nigéria ne réalise que le double du chiffre d'affaires de Nestlé au

Ghana. » L'afflux des investissements directs de l'étranger a augmenté de 145 millions de dollars états-unis (2005) à 501 millions de dollars (2007).

Le climat des affaires s'est amélioré au Ghana sur l'échelle de comparaison internationale. Selon le baromètre « Doing Business » établi par la Banque mondiale, le Ghana occupe en 2009 le rang 87 sur 178 pays. En 2005, le Ghana obtenait la place 102 et en 2008, le rang 82. En Afrique subsaharienne, le Ghana arrive en sixième position. Parmi les progrès particulièrement remarquables, Tony Oteng-Gyasi, président de l'association ghanéenne de l'industrie AGI (« Association of Ghana Industries ») cite la rapidité d'enregistrement des sociétés et le règlement accéléré des litiges assuré par les nouveaux tribunaux administratifs. Alors qu'une procédure judiciaire prenait six mois auparavant, le conflit est arbitré aujourd'hui en un mois. Trois cas sur quatre sont réglés grâce à une médiation préliminaire extra-judiciaire.



Tony Oteng-Gyasi, président de l'association ghanéenne de l'industrie AGI.

L'association ghanéenne de l'industrie AGI réalise chaque année un sondage parmi les leaders locaux de l'économie. Les 451 personnes interrogées en 2007 citaient comme principal défi l'approvisionnement en énergie (voir article séparé), la concurrence à bas prix des pays étrangers et le



BusyInternet à Accra – le plus grand centre d'informatique privé de tout le continent africain.

coût des crédits. L'économie n'exige pas de taxes à l'importation mais veut que les importations de Chine à bas prix répondent aux standards de qualité. Si on le compare aux sondages antérieurs, celui de 2007 dénote, chez les leaders de l'économie, un optimisme en léger recul.

Le véhicule de l'aide budgétaire

Le renforcement de la compétitivité de l'économie privée du Ghana est un pilier essentiel de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté 2006 – 2009 (« GPRS II »). C'est sur cette base que le gouvernement du Ghana a adopté une stratégie en vue du développement du secteur privé au cours de ces prochaines années. L'économie privée est considérée comme un véhicule pour la poursuite de la croissance. Il est prévu de renforcer la position du Ghana sur les marchés internationaux. Les marchés nationaux devraient gagner en efficacité, les capacités des entreprises ghanéennes devraient être étendues; par ailleurs, la compétence stratégique du gouvernement devrait s'améliorer de manière à encourager le développement du secteur privé. Le chemin pour y parvenir compte plusieurs étapes clés. La possibilité de pouvoir ouvrir rapidement et facilement une nouvelle entreprise en fait partie. De 2006 à 2007, le temps nécessaire a diminué, passant de 81 à 42 jours – un progrès considérable, même si la procédure est encore beaucoup trop longue à l'échelon international.

L'aide budgétaire sert à appliquer la stratégie de croissance et de réduction de la

pauvreté, si bien qu'elle contribue du même coup à améliorer les conditions cadre pour l'économie privée, un autre pilier central. L'accord de prestations relatif à l'aide budgétaire prend donc expressément en compte les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la stratégie du secteur privé citée plus haut. Par ailleurs, un grand nombre des autres critères – par exemple une politique énergétique durable, une gestion sérieuse des finances publiques ou l'amélioration du système scolaire – revêtent une importance directe et essentielle pour l'économie privée. Depuis 2005, les donateurs coopèrent étroitement au sein d'un groupe de travail qui s'occupe du secteur privé. La Suisse a un rôle actif tant au niveau de l'aide budgétaire que du groupe de travail. Jusqu'à maintenant, elle a attribué son soutien ciblé destiné au secteur privé de manière directe, sans le verser dans la « corbeille » commune (« basket »).

Tony Oteng-Gyasi est convaincu de l'importance de l'aide budgétaire commune : « Il est dans l'intérêt du secteur privé que le gouvernement utilise efficacement nos impôts. » Et il ajoute : « Pour être prospère, l'économie privée a besoin d'un Etat qui soit fort. »

« Une croissance sans emplois »

La croissance économique du Ghana a dépassé chaque année, depuis 2003, le seuil de cinq pour cent. Les réformes, ainsi que l'extraction de l'or et la culture du cacao l'ont fait progresser, grâce aussi à l'impulsion de la hausse du prix des matiè-



Les investissements étrangers se développent : la plantation Bomarts par ex. cultive au Ghana des ananas et des mangues qu'elle livre aussi en Suisse (commerce équitable).

res premières. Le boom du cacao profite souvent aux entreprises familiales. L'économie locale attire de nouveaux investissements. Ainsi, l'extrême pauvreté est en net recul au Ghana. Très élevée initialement, elle a pu être réduite de moitié au cours de ces deux dernières décennies. Mais les différences entre la ville et la campagne, entre le sud plutôt riche et le nord plutôt pauvre sont considérables. L'essor qui s'est produit n'a même pas effleuré le grand nombre de ceux qui sont peu qualifiés. Seule une minorité a un emploi à l'Etat ou dans l'économie (par ex. BusyInternet).

On estime que près de 90 pour cent des personnes employées sont actives dans le secteur informel. Ces personnes pratiquent une économie de subsistance, une activité d'artisan ou de petit commerçant pour s'en sortir. Les réformes des conditions cadre sont peu profitables au secteur informel. Les chefs de petites entreprises n'en sont souvent même pas informés. Comme le montrait une étude de l'université britannique de Manchester, l'accès aux finances est souvent une question non résolue et les micro-entreprises n'ont guère de perspectives de croissance. L'éventail des critères

de l'accord de prestations relatif à l'aide budgétaire est orienté principalement en fonction de l'économie nationale formelle.

« Il manque au Ghana une base productive. Nous enregistrons une croissance sans emplois (« jobless growth ») ; en plus, tout se concentre dans le sud du pays », c'est ainsi que Nana Frimponaa Arhin résume succinctement la situation. Elle est présidente du groupe de travail des donateurs axé sur le secteur privé et collaboratrice de la coopération au développement britannique (DFID). La stabilité économique générale, l'amélioration des prestations du gouvernement, l'accès au financement grâce à la concurrence des banques n'ont pas conduit jusqu'à maintenant à une création d'emplois à large échelle. Isaac Hagen pense, au ministère du commerce et de l'industrie, que « les réformes des conditions cadre comme l'ouverture des marchés et la suppression des obstacles bureaucratiques sont nécessaires mais ne suffisent pas pour parvenir à une croissance économique durable. Il est nécessaire de lancer une offensive dans le domaine de la formation et de la technologie afin d'accroître la productivité. »



Des chefs d'entreprise locaux prennent confiance et investissent (photo : carrière servant à l'extraction de gravier pour la construction des routes).

Si le gouvernement est favorable aujourd'hui à la promotion du secteur privé, cette orientation est récente. Il y a dix ans encore, les entreprises de l'Etat étaient majoritaires. Les hommes d'affaires privés suscitaient une très vive méfiance. Aujourd'hui, on a largement pris conscience que les entreprises rentables payaient des impôts. Si les recettes issues du pétrole devaient effectivement se mettre à foison-

ner dans quelques années, comme on l'espère, le gouvernement ne sera plus dépendant à l'avenir, dans des proportions aussi importantes, des impôts de l'économie et de l'aide au développement. « Mais nous ne souhaitons en aucun cas une situation comme au Nigeria où le pétrole offre un travail et un revenu à deux pour cent à peine de la population », précise Nana Frimpomaa Arhin.

* L'auteur, Richard Gerster, est économiste et travaille comme consultant indépendant et publiciste (www.gersterconsulting.ch). Cet article fait partie d'une série mandatée par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et consacrée à l'aide budgétaire sous différents aspects. Les articles reflètent l'opinion personnelle de l'auteur.